



RCS : TOULOUSE  
Code greffe : 3102

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

## REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de TOULOUSE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 1997 B 01581  
Numéro SIREN : 333 696 060  
Nom ou dénomination : SERCO PARTNERS

Ce dépôt a été enregistré le 24/10/2014 sous le numéro de dépôt A2014/016009

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE .....  
.....  
TOULOUSE



1811983

**Dénomination :** SERCO PARTNERS  
**Adresse :** rue du Colombier Les Berges du Lac - Bâtiment B BP  
57695 31670 Labege Cedex . -FRANCE-

**n° de gestion :** 1997B01581  
**n° d'identification :** 333 696 060

**n° de dépôt :** A2014/016009  
**Date du dépôt :** 24/10/2014

**Pièce :** Procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire  
du 17/12/2013



1811983

**SERCO PARTNERS**  
**Société à responsabilité limitée**  
**au capital de 152 500 euros**  
**Siège social : les Berges du Lac - Bat B**  
**Rue du colombier - BP 57695**  
**31670 LABEGE**  
**RCS TOULOUSE 333696060**

**PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE**  
**L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**  
**DU 17 DECEMBRE 2013**

L'an deux mille treize  
Le 17 décembre,  
A 19 heures,

Les associés de la société SERCO PARTNERS, société à responsabilité limitée au capital de 152 500 euros, divisé en 10 000 parts de 15,25 euros chacune, se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire, au siège social, sur convocation de la gérance faite à chaque associé.

Il est établi une feuille de présence signée par les associés présents en entrant en séance.

**Sont présents ou représentés:**

- La Société AUDYSSEE, propriétaire de 3 746 parts sociales
- La Société AXE CONSEIL, propriétaire de 2 250 parts sociales,
- La Société BLB AUDIT, propriétaire de 2 499 parts sociales,
- La Société PHIGA CONSEILS, propriétaire de 1 499 parts sociales,
- Monsieur René GOURRIN, propriétaire de 2 parts sociales,
- Monsieur Bruno LE BESNERAIS, propriétaire de 1 part sociale,
- Monsieur Philippe GANDON, propriétaire de 1 part sociale,
- Monsieur Olivier GOURRIN, propriétaire de 1 part sociale,
- à Monsieur Benoit GOURRIN, propriétaire de 1 part sociale,

seuls associés de la Société et représentant en tant que tels la totalité des parts sociales composant le capital de la Société.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Bruno LE BESNERAIS, gérant associé.

Monsieur Philippe GANDON, Monsieur Benoit GOURRIN, Monsieur Olivier GOURRIN, gérants associés sont présents.

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

**ORDRE DU JOUR**

- Lecture du rapport de la gérance,
- Autorisation d'une cession de parts entre associés,
- Modification corrélative des statuts,

RG OG BG B.3  
A

- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- les justificatifs des convocations régulières des associés,
- la feuille de présence,
- une copie de la demande d'agrément,
- le rapport de la gérance,
- le texte du projet des résolutions qui sont soumises à l'Assemblée.

Le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux associés ou tenus à leur disposition au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Il est ensuite donné lecture du rapport de la gérance.

Puis, le Président déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

#### **PREMIERE RESOLUTION**

L'Assemblée Générale, après avoir entendu lecture du rapport de la gérance, approuve les termes de ce rapport dans leur intégralité.

***Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.***

#### **DEUXIEME RESOLUTION**

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du projet de cession de parts sociales aux termes duquel Monsieur René GOURRIN souhaite céder les deux parts sociales numérotées 9995 et 9996, qu'il détient dans le capital de la société, à la société AUDYSSEE, Société à responsabilité limitée au capital de 1 000 euros, ayant son siège social 5 rue de Beauvoir, à SAINT ORENS DE GAMEVILLE 31650, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de TOULOUSE sous le numéro 503225062, associée de la société SERCO PARTNERS,

Déclare, conformément à l'article 10 des statuts, autoriser ladite cession, qui sera réalisée à compter du jour où la cession sera signifiée à la Société ou du jour du dépôt d'un original de l'actes de cession au siège de la Société.

***Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.***

#### **TROISIEME RESOLUTION**

L'Assemblée Générale, comme conséquence de l'adoption de la résolution précédente, décide, sous réserve de la réalisation de la cession autorisée, que

l'article 7 des statuts sera, de plein droit, remplacé par les dispositions ci-après à compter du jour où cette cession sera rendue opposable à la Société.

**« ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL- REPARTITION DES PARTS SOCIALES- LISTE DES ASSOCIES**

Le capital social reste fixé à **CENT CINQUANTE DEUX MILLE CINQ CENTS EUROS (152 500 euros)**.

Il est divisé en 10 000 parts sociales de 15,25 euros chacune, numérotées de 1 à 10 000, entièrement libérées, souscrites en totalité par les associés et attribuées à chacun d'eux en proportion de leurs apports respectifs, de la manière suivante :

- à la société AUDYSSEE, ..... 3748 parts sociales  
Numérotées de 1 à 3496 inclus et de 8 746 à 8 994  
et de 9994 à 9996 inclus,
- à la société AXE CONSEIL, ..... 2250 parts sociales  
Numérotées de 3497 à 5 496 inclus et de 7996 à 8245,
- à la société BLB AUDIT, ..... 2499 parts sociales  
Numérotées de 5 497 à 7995 inclus,
- à la société PHIGA CONSEILS, ..... 1499 parts sociales  
Numérotées de 8246 à 8745 et de 8 995 à 9993 inclus,
- à Monsieur Bruno LE BESNERAIS, ..... 1 part sociale  
Numérotée 9 997,
- à Monsieur Philippe GANDON, ..... 1 part sociale  
Numérotée 9 998,
- à Monsieur Olivier GOURRIN, ..... 1 part sociale  
Numérotée 9 999,
- à Monsieur Benoit GOURRIN, ..... 1 part sociale  
Numérotée 10 000,

=====

Total égal au nombre de parts composant le capital social : 10 000 parts sociales

Les soussignés déclarent expressément que toutes les parts représentant le capital social leur appartiennent, sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus, correspondant à leurs apports respectifs, et sont libérées selon les modalités ci-dessus.

La société membre de l'Ordre communique annuellement aux conseils de l'Ordre dont elle relève la liste de ses associés ainsi que toute modification apportée à cette liste.

En cas de retrait ou d'entrée d'associés ou de membres des organes de gestion, de direction et d'administration, la société est tenue de demander à la Commission régionale d'inscription dont elle relève la modification correspondante de son inscription sur la liste des commissaires aux comptes. »

**Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.**

**QUATRIEME RESOLUTION**

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs à la société APRAXIS, société d'exercice libéral à responsabilité limitée d'avocats, ayant son siège social 3, rue Lapeyrouse -

*Handwritten signatures and initials: "Rog" and "3.3"*

31000 TOULOUSE, immatriculée au RCS de TOULOUSE, sous le n° 504 209 248,  
pour accomplir toutes les formalités de droit.

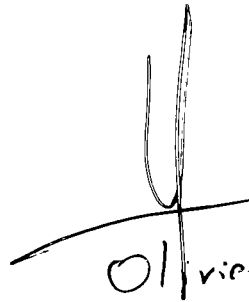
**Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.**

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

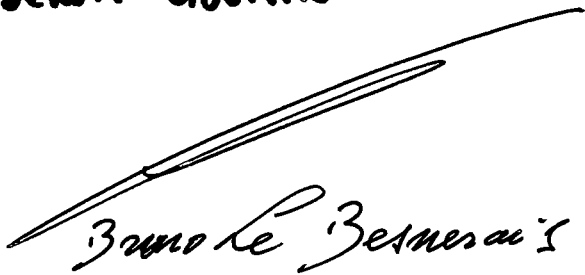
De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé après lecture par les gérants.



Benoît Gourrin



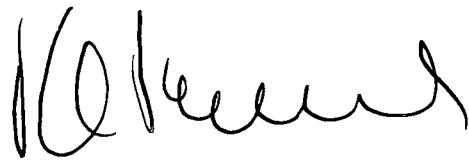
Olivier Gourrain



Bruno Le Besmerais



Philippe Gourrain



Francis Charles Tournier

**GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE** .....  
**TOULOUSE**



1811984

**Dénomination :** SERCO PARTNERS  
**Adresse :** rue du Colombier Les Berges du Lac - Bâtiment B BP  
57695 31670 Labege Cedex . -FRANCE-

**n° de gestion :** 1997B01581  
**n° d'identification :** 333 696 060

**n° de dépôt :** A2014/016009  
**Date du dépôt :** 24/10/2014

**Pièce :** Acte sous seing privé (cession de pars) du  
18/12/2013



1811984

## CESSION DE PARTS SOCIALES

### ENTRE LES SOUSSIGNES :

**- Monsieur René GOURRIN,**

Né le 12 novembre 1948, à BRIGNOLES 83,

De nationalité française,

Demeurant 5 rue de Beauvoir, à SAINT ORENS DE GAMEVILLE 31650,

Marié avec Madame Eliane SALANHAC, sous le régime de la communauté légale,

*Ci-après dénommé "le cédant",  
D'une part,*

### ET :

**- La société AUDYSSEE,**

Société à responsabilité limitée au capital de 1 000 euros,

Dont le siège social est situé au 5 rue de Beauvoir, à SAINT ORENS DE GAMEVILLE 31650,

Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de TOULOUSE sous le numéro 503 225 062,

Représentée par Monsieur Olivier GOURRIN et Monsieur Benoit GOURRIN, en leur qualité de cogérants, dûment habilités à l'effet des présentes en vertu d'une délibération de la collectivité des associés en date du

*Ci-après dénommée "le cessionnaire",  
D'autre part,*

**Intervient également aux présentes Madame Eliane SALANHAC, épouse GOURRIN.**

## EXPOSE

### CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DE LA SOCIETE SERCO PARTNERS :

⇒ **Constitution et rappel de l'histoire :**

Suivant acte sous seings privés en date à TOULOUSE du 26 septembre 1985, enregistré au Service des Impôts des Entreprises de TOULOUSE EST, le 26 septembre 1985, sous les mentions Bordereau 312 N°1 case N°51, il a été constituée une société civile professionnelle de commissaire aux comptes.

Celle-ci a été transformée en société civile particulière par Assemblée Générale Extraordinaire en date du 1<sup>er</sup> janvier 1990 suivant procès verbal enregistré au service des impôts de TOULOUSE EST le 12 janvier 1990 et a étendu son objet social à l'activité d'expert comptable.

Elle a par ailleurs opté pour l'impôt sur les sociétés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1993.

Par Assemblée Générale Extraordinaire en date du 1<sup>er</sup> aout 1997, la société a été transformée en société anonyme.

Par Assemblée Générale Extraordinaire en date du 29 septembre 1997, la dénomination est devenue « SERCO, KOUBY & ASSOCIES »

Par Assemblée Générale Mixte en date du 22 décembre 2001, le capital social a été augmenté et converti en euros, et les statuts ont été mis en harmonie avec la réglementation en vigueur.

Par Assemblée Générale Mixte en date du 29 décembre 2008, la dénomination est devenue « SERCO PARTNERS » et le siège social a été transféré à : les Berges du Lac, Bâtiment B, Rue du Colombier – BP 57695- 31676 LABEGE.

Enfin par Assemblée Générale Extraordinaire en date du 10 juillet 2012, la société a été transformée en société à responsabilité limitée.

⇒ **Objet social :**

La société a pour objet:

- l'exercice de la profession d'expert comptable dès son inscription au tableau de l'ordre des experts -comptables ;
- l'exercice de la profession de commissaire aux comptes, dès son inscription sur la liste des commissaires aux comptes.

⇒ **Formation du capital initial et Capital social actuel :**

Lors de la constitution de la société, il a été fait apport de 3 048,98 euros soit 20 000 francs, représentant des apports en numéraire.

Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 27 décembre 1991, il a été décidé d'augmenter le capital social de 12 195,92 euros (soit 80 000 F) par apport en numéraire et création de parts nouvelles.

Par Assemblée Générale Extraordinaire en date du 15 juillet 1997, il a été procédé à une nouvelle augmentation de capital :

- par incorporation de réserves d'un montant de 21 342,86 euros (soit 140 000 F) et par émission de 1400 parts sociales nouvelles de 15,24 euros (soit 100 F) chacune,
- par apports en numéraire de 3 963,67 euros (Soit 26 000 F), par émission de 260 parts sociales nouvelles de 15,24 euros (soit 100 F) chacune.

Lors de la fusion-absorption de la société Fiduciaire d'Expertise et de Révision Comptable, sigle SERCO, décidée par l'assemblée générale extraordinaire, réunie le 29 septembre 1997, le patrimoine de ladite société a été transmis.

En vue de rémunérer l'apport effectué par la société SERCO, il a été procédé à une augmentation de capital de 100 616,35 euros (soit 660 000 francs), par création de 6 600 actions nouvelles de 15,24 euros (soit 100 francs) de nominal chacune.

Par Assemblée générale extraordinaire en date du 29 septembre 1997, il a été procédé à une augmentation de capital de 11 281,23 euros (soit 74 000 francs), par incorporation de la prime de fusion et création de 740 actions nouvelles de 15,24 euros (soit 100 francs) de nominal chacune.

Par Assemblée générale extraordinaire en date du 22 décembre 2001, il a été décidé d'exprimer en euros le capital social de 1 000 000 F (soit 152 449,02 €) et de procéder à une augmentation de capital de 50,98 euros par incorporation de réserves ordinaires et élévation de la valeur nominale des actions portée à 15,25 euros.

Le capital social actuel est fixé à la somme de 152 500 euros divisé en 10 000 parts sociales de 15,25 euros chacune numérotées de 1 à 10 000, entièrement libérées.

Le capital social est actuellement réparti comme suit :

- à la société AUDYSSEE,.....	3746 parts sociales
Numérotées de 1 à 3496 inclus	
et de 8746 à 8994 et 9994,	
- à la société AXE CONSEIL, .....	2250 parts sociales
Numérotées de 3497 à 5496 inclus	
et de 7996 à 8245,	
- à la société BLB AUDIT,.....	2499 parts sociales
Numérotées de 5 497 à 7995 inclus,	
- à la société PHIGA CONSEILS,.....	1499 parts sociales
Numérotées de 8246 à 8745	
et de 8995 à 9993 inclus,	
- à Monsieur René GOURRIN, .....	2 parts sociales
Numérotées de 9995 à 9996 inclus,	
- à Monsieur Bruno LE BESNERAIS, .....	1 part sociale
Numérotée 9997,	
- à Monsieur Philippe GANDON, .....	1 part sociale
Numérotée 9998,	
- à Monsieur Olivier GOURRIN, .....	1 part sociale
Numérotée 9999,	
- à Monsieur Benoit GOURRIN, .....	1 part sociale
Numérotée 10000,	

=====

Total égal au nombre de parts composant le capital social : 10 000 parts sociales.

⇒ **Durée**

La durée de la société est fixée à 50 ans à compter de son immatriculation au registre du Commerce et des Sociétés.

⇒ **Gérance**

La gérance de la société est assurée par Monsieur Bruno LE BESNERAIS, Monsieur Philippe GANDON, Monsieur Olivier GOURRIN et Monsieur Benoit GOURRIN.

⇒ **Comptes annuels**

L'exercice social de la Société commence le 1<sup>er</sup> octobre et se termine le 30 septembre de chaque année.

Le Cessionnaire dispense le Cédant de faire une plus ample description de la société SERCO PARTNERS. Le Cessionnaire, étant associé de la société, déclare bien connaître la situation de la société.

**CECI EXPOSE, ILS ONT CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :**

**CESSION DE PARTS SOCIALES**

**ARTICLE 1 - CESSION :**

Par les présentes, Monsieur René GOURRIN, Cédant, cède et transporte sous les garanties ordinaires de fait et de droit, DEUX (2) parts sociales numérotées 9995 et 9996, à la société AUDYSSEE, Cessionnaire.

**ARTICLE 2 - ORIGINE DE PROPRIETE**

Monsieur René GOURRIN est propriétaire des deux parts présentement cédées pour les avoir acquises de Monsieur Eric FLAMANT en février 1997, au nominal, à savoir :

- 1 part de la SCP A. KOUBY et ASSOCIES (transformation en SA par AGE en date du 1<sup>er</sup> août 1997 – SA KOUBY et ASSOCIES)
- 1 action de la Société SA SERCO (absorption de la SA SERCO par la SA KOUBY et ASSOCIES par AGE en date du 29 septembre 1997 – Dénomination sociale : SERCO KOUBY et Associés)

A l'issue de ces opérations, le Cédant détenait 2 actions de la Société SERCO KOUBY et Associés.

Par AGE en date du 29 novembre 2008, SERCO KOUBY et Associés a changé de dénomination sociale : SERCO PARTNERS.

Par AGE en date du 10 juillet 2012, la Société SERCO PARTNERS a été transformée en SARL.

**ARTICLE 3 - PROPRIETE - JOUISSANCE**

Le Cessionnaire devient propriétaire des parts cédées à compter de ce jour et est subrogé dans tous les droits et obligations attachés à ces parts, sans exceptions ni réserves.

Le Cessionnaire se conformera à compter de ce jour aux stipulations des statuts de la société dont il déclare avoir parfaite connaissance ainsi qu'aux obligations légales nées de la condition d'associé. Il jouira à compter de ce jour de tous les droits attachés à cette condition.

Le Cessionnaire aura seul droit aux dividendes susceptibles d'être attribuées auxdites parts au titre des résultats de l'exercice clos le 30 septembre 2013 et de l'exercice en cours.

**ARTICLE 4 - PRIX DES PARTS SOCIALES CEDEES - PAIEMENT DU PRIX :**

**4.1 - Prix des parts sociales cédées :**

Le prix de vente des DEUX parts sociales numérotées 9995 et 9996 cédées par Monsieur René GOURRIN à la société AUDYSSEE est fixé à la somme globale de TRENTE EUROS ET CINQUANTE CENTIMES (30,50 €), soit 15,25 euros par part.

**4.2 - Paiement du prix :**

La somme de TRENTE EUROS ET CINQUANTE CENTIMES (30,50 €), a été payée à l'instant même par le Cessionnaire, la Société AUDYSSEE, à Monsieur René GOURRIN, qui le reconnaît et lui en consent bonne et valable quittance, au moyen d'un chèque tiré sur la banque ....., chèque N° .....

Sous réserve de bonne fin d'encaissement

**ARTICLE 5 - GARANTIE DE PASSIF ET D'ACTIF NET :**

Le Cédant ne consent pas au Cessionnaire de garantie de passif et d'actif net, ce que le Cessionnaire accepte expressément.

**ARTICLE 6 - COMPTE COURANT :**

Le Cédant déclare n'être titulaire, à la date des présentes, d'aucun compte courant dans les livres de la société SERCO PARTNERS.

**ARTICLE 7 - DECLARATIONS DU CEDANT ET DU CESSIONNAIRE**

**Le Cédant déclare :**

- que les parts cédées sont libres de tout nantissement et ne font l'objet d'aucune procédure susceptible de faire obstacle à leur cession,

- que la société SERCO PARTNERS n'est pas en état de cessation des paiements et qu'elle n'a fait l'objet d'aucune procédure de règlement amiable des entreprises en difficulté, de redressement ou de liquidation judiciaires.

**Le Cédant et le Cessionnaire déclarent en outre, chacun en ce qui le concerne :**

BG  
OC M

- qu'ils ont la pleine capacité juridique pour s'obliger dans le cadre des présentes et de leurs suites, qu'ils ne font l'objet d'aucune procédure d'apurement collectif du passif dans le cadre des lois et règlements en vigueur,

- et qu'ils ont la qualité de résidents au sens de la réglementation des relations financières avec l'étranger.

**Par ailleurs, le Cédant et le Cessionnaire reconnaissent et déclarent :**

- avoir arrêté et conclu entre eux le prix ainsi que les charges et conditions de la présente cession,

- donner décharge pure, simple, entière et définitive au rédacteur, reconnaissant que l'acte établi a été dressé sur leurs déclarations, sans que ce dernier soit intervenu entre elles relativement aux conditions dudit acte,

- avoir bénéficié de tous conseils et éclairage sur la portée de leurs engagements.

**ARTICLE 8 - APPLICATION DE L'ARTICLE 1424 DU CODE CIVIL :**

Madame Eliane SALANHAC épouse GOURRIN, conjointe commun en biens de Monsieur René GOURRIN, Cédant, intervient aux présentes et déclare avoir pris connaissance de ladite cession et y donner son consentement et autoriser Monsieur René GOURRIN à percevoir le prix ci-avant stipulé.

**ARTICLE 9 - AGREMENT DE LA CESSION :**

Conformément à l'article 10 des statuts, les parties précisent que toute cession de parts sociales doit être soumise à l'agrément des associés.

Ainsi, aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale en date du 17 décembre 2013, la collectivité des associés a autorisé la cession des deux parts sociales par Monsieur René GOURRIN, cédant, au profit de la société AUDYSSEE, Cessionnaire soussignée.

La collectivité des associés a décidé de modifier, sous la condition suspensive du présent acte, l'article 7 des statuts.

**ARTICLE 10 - REMISE DES PIECES :**

La société AUDYSSEE, Cessionnaire, étant déjà associée de la Société, aucune pièce n'a besoin de leur être communiquée.

**ARTICLE 11- DECLARATION POUR L'ENREGISTREMENT**

Le Cédant déclare que la société SERCO-PARTNERS est soumise à l'impôt sur les sociétés et que les parts sociales cédées ont été créées en vue de rémunérer les apports effectués à la Société.

Il précise que la Société n'est pas une société à prépondérance immobilière au sens de l'article 726 du Code général des impôts.

Il sera perçu un droit de 3 % liquidé sur le prix de cession augmenté des charges ou sur la valeur réelle si elle est supérieure, auquel s'applique un abattement égal pour chaque part sociale au rapport entre la somme de 23 000 euros et le nombre total de parts de la Société.

En conséquence, les droits d'enregistrement se calculent de la manière suivante :

- nombre de parts sociales cédées : 2
- nombre total de parts sociales de la Société : 10 000
- prix : 30,50 Euros
- valeur, après application de l'abattement, servant à la liquidation des droits de mutation :  $30,50 \text{ €} - (23\ 000 \text{ €} \times 2 / 10\ 000) = 26 \text{ €}$

**Les droits d'enregistrement s'élèveront au minimum de perception, soit 25 €.**

#### **ARTICLE 12 - FORMALITES DE PUBLICITE - POUVOIRS :**

La présente cession sera signifiée à la Société dans les conditions prévues par l'article 1690 du Code civil. Toutefois, cette signification pourra être remplacée par le dépôt d'un original du présent acte au siège social contre remise par la gérance d'une attestation de ce dépôt.

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'originaux ou de copies des présentes en vue de l'accomplissement de toutes formalités légales de dépôt et de publicité.

#### **ARTICLE 13 - FRAIS :**

Les frais et droits des présentes et tous les frais qui en seront la conséquence seront supportés par le cessionnaire qui s'y oblige, à l'exception de ceux consécutifs à la modification des statuts qui seront à la charge de la société.

#### **ARTICLE 14 - ELECTION DE DOMICILE :**

Pour tout ce qui concerne les présentes, les parties font élection de domicile dans leur demeure respective telles qu'énoncées en tête du présent acte.

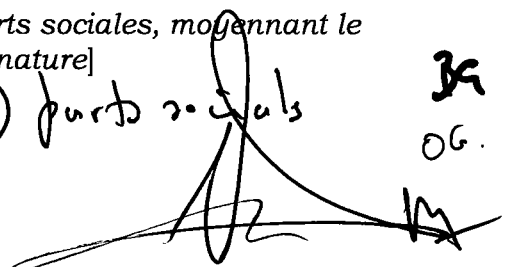
Fait à LABEGE  
Le 18 décembre 2013  
En 5 originaux

#### **LE CEDANT**

**Monsieur René GOURRIN**

[Mention manuscrite « bon pour cession de DEUX (2) parts sociales, moyennant le prix de 30,50 euros », suivie de la signature]

Bon pour cession de deux (2) parts sociales  
moyennant le prix de 30,50 €

  
34  
06.

**Madame Eliane SALANHAC épouse GOURRIN**



**LE CESSIONNAIRE**

**Pour la Société AUDYSSEE**

**Monsieur Olivier GOURRIN et Monsieur Benoit GOURRIN**

[Mention manuscrite « Bon pour acquisition de DEUX (2) parts sociales moyennant le prix de 30,50 euros », suivie de la signature]

Bon pour acquisition de DEUX (2) parts sociales  
moyennant le prix de 30,50 euros



Bon pour acquisition de deux (2) parts sociales  
moyennant le prix de 30,50 euros



Enregistré à : S.I.E. DE TOULOUSE SUD EST

Le 22/05/2014 Bordereau n°2014/861 Case n°27

Enregistrement : 25 €

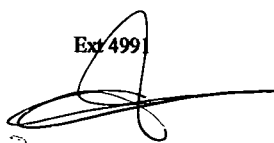
Pénalités : 3 €

Total liquidé : vingt-huit euros

Montant reçu : vingt-huit euros

Le Contrôleur des impôts

Ext 4991



François DUMAS  
Contrôleur  
des Finances publiques

**GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE** .....  
**TOULOUSE**



1811985

**Dénomination :** SERCO PARTNERS  
**Adresse :** rue du Colombier Les Berges du Lac - Bâtiment B BP  
57695 31670 Labege Cedex . -FRANCE-

**n° de gestion :** 1997B01581  
**n° d'identification :** 333 696 060

**n° de dépôt :** A2014/016009  
**Date du dépôt :** 24/10/2014

**Pièce :** Statuts mis à jour



1811985

**SERCO PARTNERS**  
**Société à responsabilité limitée**  
**D'expertise comptable et de commissaire aux comptes**  
**Au capital de 152 500 euros**  
**Siège social : les Berges du Lac - Bat B**  
**Rue du colombier**  
**BP 57695, 31670 LABEGE**  
**RCS TOULOUSE 333696060**

**STATUTS**

**MIS A JOUR SUIVANT PROCES VERBAL**  
**DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**  
**DU 17 DECEMBRE 2013**

## **PREAMBULE**

---

Il a été formé, suivant acte sous seing privé en date à TOULOUSE du 26 septembre 1985, enregistré à TOULOUSE EST le 26 septembre 1985 sous les mentions Folio N°17 bordereau 312 N°1, dont deux originaux ont été déposés au Greffe du Tribunal de commerce de TOULOUSE, une société civile professionnelle de commissaires aux comptes.

Celle -ci a été transformée en société civile particulière par assemblée générale extraordinaire en date du 1<sup>er</sup> janvier 1990, suivant procès verbal enregistré au service des impôts de TOULOUSE EST le 12 janvier 1990 et a étendu son objet social à l'activité d'expert comptable.

Elle a par ailleurs opté pour l'impôt sur les sociétés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1993.

Par Assemblée Générale Extraordinaire en date du 1<sup>er</sup> aout 1997, la société a été transformée en société anonyme.

Par Assemblée Générale Extraordinaire en date du 29 septembre 1997, la dénomination est devenue « SERCO, KOUBY & ASSOCIES ».

Par Assemblée Générale Mixte en date du 22 décembre 2001, le capital social a été augmenté et converti en euros, et les statuts ont été mis en harmonie avec la réglementation en vigueur.

Par Assemblée Générale Mixte en date du 29 décembre 2008, la dénomination est devenue « SERCO PARTNERS » et le siège social a été transféré à : les Berges du lac, Bâtiment B, Rue du Colombier - BP 57695 - 31676 LABEGE.

Par Assemblée Générale Extraordinaire en date du 10 juillet 2012, la société a été transformée en société à responsabilité limitée.

## **ARTICLE 1 - FORME**

---

Il existe entre les propriétaires des parts sociales existantes et de celles qui seraient créées ultérieurement, une société à responsabilité limitée régie par les lois et règlements en vigueur, ainsi que par les présents statuts.

## **ARTICLE 2 - DENOMINATION SOCIALE**

---

La dénomination de la Société demeure : SERCO PARTNERS.

La société sera inscrite au tableau de l'ordre et sur la liste des commissaires aux comptes sous sa dénomination sociale.

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, devront non seulement faire précéder ou suivre la dénomination sociale des mots « Société à responsabilité limitée » ou des lettres S.A.R.L. et de l'énonciation du montant du capital social, mais aussi faire suivre cette dénomination de la mention « société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes » et de l'indication du tableau de la circonscription de l'Ordre et de la compagnie régionale des commissaires aux comptes, où la société est inscrite.

### **ARTICLE 3 - OBJET SOCIAL**

---

La Société continue d'avoir pour objet :

- l'exercice de la profession d'expert comptable dès son inscription au tableau de l'ordre des experts-comptables,
- l'exercice de la profession de commissaire aux comptes, dès son inscription sur la liste des commissaires aux comptes.

Elle peut réaliser toutes opérations qui se rapportent à cet objet social et qui sont compatibles avec celui-ci, dans les conditions fixées par les textes législatifs et réglementaires.

### **ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL**

---

Le siège social reste fixé : les Berges du Lac - Bat B - Rue du colombier - BP 57695, 31670 LABEGE.

Il pourra être transféré dans le même département ou dans un département limitrophe par une simple décision de la gérance, sous réserve de ratification par la prochaine assemblée générale extraordinaire, et en tout autre lieu en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés.

### **ARTICLE 5 - DUREE**

---

La durée de la société reste fixée à cinquante (50) années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

### **ARTICLE 6 - APPORTS - FORMATION DU CAPITAL**

---

- ❖ Lors de la constitution de la Société, il a été fait apport de 3 048,98 euros (soit 20 000 Fr) représentant des apports en numéraire.
- ❖ Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 27 décembre 1991, il a été décidé d'augmenter le capital social de 12 195,92 euros (soit 80 000 Fr) par apport en numéraire et création de parts nouvelles.
- ❖ Par assemblée générale extraordinaire en date du 15 juillet 1997, il a été procédé à une nouvelle augmentation de capital :
  - par incorporation de réserves d'un montant de 21 342,86 euros (soit 140 000 Fr) et par émission de 1400 parts sociales nouvelles de 15,24 euros (soit 100 Fr) chacune,
  - par apports en numéraire de 3 963,67 euros (Soit 26 000 Fr), par émission de 260 parts sociales nouvelles de 15,24 euros (soit 100 Fr) chacune.
- ❖ Lors de la fusion-absorption de la société Fiduciaire d'Expertise et de Révision Comptable, sigle SERCO, décidée par l'assemblée générale extraordinaire, réunie le 29 septembre 1997, le patrimoine de ladite société a été transmis.

*B.3*

En vue de rémunérer l'apport effectué par la société SERCO, il a été procédé à une augmentation de capital de 100 616,35 euros (soit 660 000 Fr), par création de 6 600 actions nouvelles de 15,24 euros (soit 100 Fr) de nominal chacune.

❖ Par Assemblée générale extraordinaire en date du 29 septembre 1997, il a été procédé à une augmentation de capital de 11 281,23 euros (soit 74 000 Fr), par incorporation de la prime de fusion et création de 740 actions nouvelles de 15,24 euros (soit 100 Fr) de nominal chacune.

❖ Par Assemblée générale extraordinaire en date du 22 décembre 2001, il a été décidé d'exprimer en euros le capital social de 1 000 000 Fr (soit 152 449,02 €) et de procéder à une augmentation de capital de 50,98 euros par incorporation de réserves ordinaires et élévation de la valeur nominale des actions portée à 15,25 euros.

#### **ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL - REPARTITION DES PARTS SOCIALES- LISTE DES ASSOCIES**

---

Le capital social reste fixé à **CENT CINQUANTE DEUX MILLE CINQ CENTS EUROS (152 500 euros)**.

Il est divisé en 10 000 parts sociales de 15,25 euros chacune, numérotées de 1 à 10 000, entièrement libérées, souscrites en totalité par les associés et attribuées à chacun d'eux en proportion de leurs apports respectifs, de la manière suivante :

- à la société AUDYSSEE,..... 3748 parts sociales  
Numérotées de 1 à 3496 inclus et de 8746 à 8994  
et de 9994 à 9996 inclus,
- à la société AXE CONSEIL, ..... 2250 parts sociales  
Numérotées de 3497 à 5496 inclus et de 7996 à 8245,
- à la société BLB AUDIT, ..... 2499 parts sociales  
Numérotées de 5 497 à 7995 inclus,
- à la société PHIGA CONSEILS,..... 1499 parts sociales  
Numérotées de 8246 à 8745 et de 8995 à 9993 inclus,
- à Monsieur Bruno LE BESNERAIS, ..... 1 part sociale  
Numérotée 9997,
- à Monsieur Philippe GANDON, ..... 1 part sociale  
Numérotée 9998,
- à Monsieur Olivier GOURRIN, ..... 1 part sociale  
Numérotée 9999,
- à Monsieur Benoit GOURRIN, ..... 1 part sociale  
Numérotée 10000,

=====

Total égal au nombre de parts composant le capital social : 10 000 parts sociales,

Les soussignés déclarent expressément que toutes les parts représentant le capital social leur appartiennent, sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus, correspondant à leurs apports respectifs, et sont libérées selon les modalités ci-dessus.

La société membre de l'Ordre communique annuellement aux conseils de l'Ordre dont elle relève la liste de ses associés ainsi que toute modification apportée à cette liste.

En cas de retrait ou d'entrée d'associés ou de membres des organes de gestion, de direction et d'administration, la société est tenue de demander à la Commission régionale d'inscription dont elle relève la modification correspondante de son inscription sur la liste des commissaires aux comptes.

## **ARTICLE 8 - OPERATIONS SUR LE CAPITAL**

---

Dans tous les cas, la réalisation d'opérations sur le capital doit respecter les règles de quotités de parts sociales que doivent détenir les professionnels experts-comptables et commissaires aux comptes.

## **ARTICLE 9 - COMPTE COURANT**

---

Outre leurs apports, les associés pourront verser ou laisser à disposition de la Société toutes sommes dont elle pourrait avoir besoin. Ces sommes sont inscrites au crédit d'un compte ouvert au nom de l'associé.

Les comptes courants ne doivent jamais être débiteurs et la Société a la faculté d'en rembourser tout ou partie, après avis donné par écrit un mois à l'avance, sauf stipulation contraire.

## **ARTICLE 10 - TRANSMISSION DES PARTS**

---

### 1 - Cession entre vifs.

Toute cession de parts doit être constatée par un acte notarié ou sous seings privés.

Pour être opposable à la Société, elle doit lui être signifiée par exploit d'huissier ou être acceptée par elle dans un acte notarié. La signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Pour être opposable aux tiers, elle doit en outre avoir été déposée au greffe, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

Les parts sociales ne peuvent être transmises à titre onéreux ou gratuit à quelque personne que ce soit qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales.

Le projet de cession doit être notifié à la société et à chacun des associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte extrajudiciaire. La notification doit contenir les nom et prénoms ou dénomination sociale, adresse du domicile ou du siège social et forme juridique de chacun des cessionnaires, le nombre de parts sociales à céder, le prix, les conditions et modalités de paiement de la cession projetée.

Dans le délai de huit jours de la notification qui lui a été faite, la gérance doit, dans les formes, conditions et délais prévus pour les décisions extraordinaires, à l'exception de la majorité requise qui reste fixée à la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales :

- convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession des parts sociales
- ou consulter les associés par écrit sur ledit projet.

La décision de la société n'est pas motivée; elle est notifiée par la gérance au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications du projet de cession, le consentement à la cession est réputé acquis.

Si la société refuse de consentir à la cession, les associés sont tenus, dans les trois mois de la notification du refus, d'acquérir ou de faire acquérir les parts à un prix fixé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil, les frais d'expertise étant à la charge de la société. A la demande du gérant, ce délai peut être prolongé une ou plusieurs fois par décision de justice sans qu'il puisse excéder neuf mois en tout. Le prix est payé comptant, sauf convention contraire entre les parties.

Le cédant peut, à tout moment, signifier à la société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception sa renonciation à son projet de cession.

La société peut également, avec le consentement du cédant, décider, dans le même délai de trois mois, éventuellement prolongé, d'acheter les parts du cédant au prix déterminé dans les conditions ci-dessus stipulées et de réduire son capital du montant de la valeur nominale desdites parts.

Pour assurer l'exécution de l'une ou l'autre des solutions ci-dessus exposées, la gérance doit notamment solliciter l'accord du cédant sur un éventuel achat par la société, centraliser les demandes d'achat émanées des autres associés et les réduire éventuellement en proportion des droits de chacun d'eux dans le capital si leur total excède le nombre de parts cédées.

A l'expiration du délai imparti et éventuellement prolongé, lorsqu'aucune des solutions ci-dessus exposées n'est intervenue, l'associé cédant peut réaliser la cession initialement projetée, dès lors qu'il détient ses parts depuis au moins deux ans ou en a reçu la propriété par succession, liquidation de communauté de biens entre époux ou donation de son conjoint, d'un ascendant ou descendant ; l'associé qui ne remplit aucune de ces conditions reste propriétaire de ses parts.

Dans tous les cas où les parts sont acquises par les associés, les tiers désignés par eux ou la société, notification est faite au cédant, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée huit jours à l'avance, de signer l'acte de cession.

Si le cédant refuse, la cession est régularisée d'office par la gérance ou le représentant de la société spécialement habilité à cet effet, qui signera l'acte de cession aux lieux et place du cédant.

Les stipulations qui précèdent et la procédure qu'elles décrivent sont applicables à toute décision ou toute opération, à titre onéreux ou à titre gratuit, emportant transfert ou démembrement de propriété, y compris par l'effet d'une transmission universelle de patrimoine ou d'une adjudication publique en vertu d'une ordonnance

de justice ou autrement. L'adjudicataire doit en conséquence notifier le résultat de l'adjudication dans les conditions ci-dessus stipulées, comme s'il s'agissait d'un projet de cession.

Toutefois, si les parts sont vendues en exécution d'un nantissement ayant reçu le consentement de la société dans les conditions stipulées au présent paragraphe, le cessionnaire se trouve de plein droit agréé comme nouvel associé, à moins que la société ne préfère, après la cession, racheter sans délai les parts en vue de réduire son capital.

## 2 - Revendication par le conjoint de la qualité d'associé.

La qualité d'associé est reconnue au conjoint commun en biens pour la moitié des parts souscrites ou acquises au moyen de fonds communs s'il notifie à la Société son intention d'être personnellement associé.

Si la notification a été effectuée lors de l'apport ou de l'acquisition, l'agrément donné par les associés vaut pour les deux époux.

Si le conjoint exerce son droit de revendication postérieurement à la réalisation de la souscription ou de l'acquisition, il devra être agréé selon les conditions prévues ci-dessus pour les cessions de parts sociales. L'époux associé sera alors exclu du vote et ses parts ne seront pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

La décision des associés doit être notifiée au conjoint dans les deux mois de sa demande; à défaut, l'agrément est réputé acquis.

En cas de refus d'agrément régulièrement notifié, l'époux associé le reste pour la totalité des parts de la communauté. Les notifications susvisées sont faites par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

## 3. Dissolution de communauté ou de Pacs du vivant de l'associé.

En cas de liquidation de communauté légale ou conventionnelle de biens ayant existé entre un associé et son conjoint, l'attribution de parts communes au conjoint qui ne possédait pas la qualité d'associé est soumise à l'agrément dans les mêmes conditions que celles prévues pour l'agrément en cas de cession.

En cas de dissolution d'un Pacs, la liquidation de parts indivises sera effectuée par application des dispositions des articles 515-6, alinéa 1 et 831 du Code civil, avec possibilité d'attribution préférentielle des parts à l'autre partenaire par voie de partage, à charge de soulte s'il y a lieu.

## 4- Transmission par décès.

En cas de décès d'un associé, la Société continue avec les associés survivants. L'héritier a droit à la valeur des droits sociaux de son auteur.

La valeur des droits sociaux est déterminée au jour du décès conformément à l'article 1843-4 du Code civil.

La transmission des parts sociales de l'associé décédé au profit d'une personne non associée est soumise à l'agrément de la majorité des associés représentant au moins

la moitié des parts sociales, dans les mêmes conditions que celles prévues au paragraphe 1 pour l'agrément d'un tiers non encore associé.

En cas de refus d'agrément, et si aucune des solutions prévues au paragraphe 1 n'intervient dans les délais impartis, l'agrément est réputé acquis.

Pour exercer les droits attachés aux parts sociales de l'associé décédé, les héritiers ou ayants droit, qu'ils soient ou non soumis à agrément, doivent justifier de leur état civil et de leurs qualités héréditaires auprès de la gérance qui peut toujours requérir de tout notaire la délivrance d'expéditions ou d'extraits de tous actes établissant lesdites qualités.

#### **ARTICLE 11 – CESSATION D'ACTIVITE D'UN PROFESSIONNEL ASSOCIE**

---

Le professionnel associé qui cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre des experts-comptables interrompt toute activité d'expertise comptable au nom de la société à compter de la date à laquelle il cesse d'être inscrit.

Le professionnel associé qui cesse d'être inscrit sur la liste des commissaires aux comptes interrompt toute activité de commissariat aux comptes au nom de la société à compter de la date à laquelle il cesse d'être inscrit.

Lorsque la cessation d'activité du professionnel associé pour quelque cause que ce soit, sa radiation ou son omission du tableau de l'Ordre des experts-comptables a pour effet d'abaisser la part du capital social détenue par des experts-comptables au-dessous des quotités légales, la société saisit le conseil régional de l'ordre dont elle relève afin que celui-ci lui accorde un délai en vue de régulariser sa situation.

Lorsque la cessation d'activité du professionnel associé pour quelque cause que ce soit, sa radiation ou son omission de la liste des commissaires aux comptes a pour effet d'abaisser la part du capital social détenue par des commissaires aux comptes au-dessous des quotités légales, il dispose d'un délai de six mois à compter du jour où il cesse d'être inscrit sur la liste des commissaires aux comptes, pour céder la partie de ses parts sociales permettant à la société de respecter ces quotités.

Au cas où les dispositions de l'un ou l'autre des deux alinéas précédents ne sont plus respectées, l'associé est exclu de la société, ses parts sociales étant, dans un délai de trois mois suivant l'expiration des délais mentionnés aux alinéas précédents, rachetées soit par toute personne désignée par la société, soit par celle-ci. Dans ce dernier cas, elles sont annulées. A défaut d'accord amiable sur le prix, celui-ci est fixé dans les conditions visées à l'article 1843-4 du code civil.

Toutefois, en cas de décès d'un professionnel, ses ayants droit disposent d'un délai de deux ans pour céder leurs parts sociales à un autre professionnel.

#### **ARTICLE 12 – PREROGATIVES ET OBLIGATIONS ATTACHEES AUX PARTS SOCIALES**

---

La propriété d'une part sociale emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions collectives des associés.

33

Chaque part sociale, qu'elles soient de capital ou d'industrie, confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et dans tout l'actif social. Chaque associé participant aux décisions collectives dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède.

Chaque part sociale est indivisible à l'égard de la société. Les copropriétaires de parts indivises sont représentés par l'un d'eux ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices, où il est réservé à l'usufruitier.

### **ARTICLE 13 - RESPONSABILITE DES ASSOCIES**

---

Sous réserve des dispositions légales les rendant temporairement solidairement responsables, vis-à-vis des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature, les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports.

### **ARTICLE 14 - GERANCE**

---

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, choisis parmi les associés inscrits à l'Ordre des experts-comptables et sur la liste des commissaires aux comptes et nommés, pour une durée de 6 ans, renouvelable ou non, par décision ordinaire des associés.

Le ou les gérants peuvent recevoir une rémunération qui est fixée et peut être modifiée par une décision ordinaire des associés.

Tout gérant a, par ailleurs, droit au remboursement de ses frais de déplacement et de représentation engagés dans l'intérêt de la société, sur présentation de toutes pièces justificatives.

Dans les rapports avec les tiers, les pouvoirs du ou des gérants sont les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés.

La société est engagée même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Dans les rapports avec les associés, le ou les gérants peuvent faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la société.

En cas de pluralité de gérants, l'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi que ceux-ci en ont eu connaissance.

Dans les rapports entre associés, les Gérants doivent être autorisés par l'Assemblée Générale des associés statuant aux conditions de majorité prévues pour l'adoption des décisions ordinaires, avant d'accomplir l'un des actes suivants :

- Cautions, avals ou garanties, hypothèques ou nantissements à donner par la Société ;
- Acquisition, apport et cession de participations dans d'autres sociétés ou groupement quelconque ; constitution de sûretés sur ces participations,
- Apport, achat ou vente, prise ou mise en location gérance du fonds de commerce,
- Achat, vente, échange ou apport de tous actifs immobiliers ou actifs immobilisés incorporels,
- Emprunt sous quelque forme et de quelque nature que ce soit, hors facilités de crédit à court terme pour un montant supérieur à DIX MILLE (10 000) euros
- Investissement portant sur une somme supérieure à DIX MILLE (10 000) euros.

Les gérants, révocables par décision ordinaire des associés, peuvent démissionner de leurs fonctions.

#### **ARTICLE 15 - COMMISSAIRES AUX COMPTES**

---

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires et suppléants peuvent ou doivent être désignés dans les conditions prévues par l'article L. 223-35 du Code de commerce.

Ils sont nommés pour une durée de six exercices et exercent leurs fonctions dans les conditions et avec les effets prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

#### **ARTICLE 16- CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET UN GERANT OU UN ASSOCIE**

---

Les conventions qui interviennent directement ou par personne interposée entre la société et l'un de ses gérants ou associés sont soumises aux procédures d'approbation et de contrôle prévues par la loi.

Ces dispositions s'appliquent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, un gérant, un administrateur, un directeur général, un membre du directoire ou un membre du conseil de surveillance est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée.

Elles ne s'appliquent pas aux conventions portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales.

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés autres que les personnes morales de contracter sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

Cette interdiction s'applique aux conjoint, ascendants et descendants des gérants ou associés ainsi qu'à toute personne interposée et aux représentants légaux des personnes morales associées.

## **ARTICLE 17 - DECISIONS COLLECTIVES**

---

La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui, régulièrement prises, obligent tous les associés.

Les décisions collectives sont prises, au choix de la gérance, en assemblée, par voie de consultation écrite des associés ou pourront résulter du consentement de tous les associés exprimés dans un acte. Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation annuelle des comptes ou sur demande d'un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales.

1. L'assemblée est convoquée par la gérance ou, à défaut par le commissaire aux comptes, s'il en existe un, ou, encore par un mandataire désigné en justice à la demande de tout associé.

En cas de pluralité des gérants, chacun peut agir séparément.

Pendant la liquidation, les assemblées sont convoquées par le ou les liquidateurs.

Les assemblées sont réunies au lieu indiqué dans la convocation. La convocation est faite par lettre recommandée adressée à chacun des associés, quinze jours au moins avant la date de réunion. Celle-ci indique l'ordre du jour.

L'assemblée est présidée par le gérant ou par l'un des gérants. Si aucun des gérants n'est associé, elle est présidée par l'associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de parts. Si deux associés qui possèdent ou représentent le même nombre de parts sont acceptants, la présidence de l'assemblée est assurée par le plus âgé.

La délibération est constatée par un procès-verbal qui indique la date et le lieu de la réunion, les nom, prénoms et qualité du président, les noms et prénoms des associés présents ou représentés avec l'indication du nombre de parts sociales détenues par chacun, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, le texte des résolutions mises aux voix et le résultat des votes.

Les procès-verbaux sont établis et signés par les gérants et, le cas échéant, par le président de séance.

2. En cas de consultation écrite, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à chacun d'eux par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Les associés disposent d'un délai minimal de quinze jours, à compter de la date de réception des projets de résolution pour émettre leur vote par écrit.

La réponse est faite par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

La consultation est mentionnée dans un procès-verbal, auquel est annexée la réponse de chaque associé.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède.

#### **ARTICLE 18 - DECISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES**

---

Sont qualifiées ordinaires, les décisions d'associés ne concernant ni l'agrément de nouveaux associés, ni la modification des statuts

Ces décisions sont valablement adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont, selon le cas, convoqués ou consultés une seconde fois et, les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

#### **ARTICLE 19 - DECISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES**

---

Sont qualifiées extraordinaires, les décisions des associés portant agrément de nouveaux associés ou modification des statuts, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Les modifications des statuts sont décidées à la majorité des deux tiers des parts détenues par les associés présents ou représentés. La décision n'est valablement adoptée que si les associés présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, le quart des parts et, sur deuxième convocation, le cinquième de celles-ci.

Toutefois :

- le changement de nationalité de la société, l'augmentation des engagements des associés, ou la transformation de la société en société en nom collectif, en société en commandite simple ou par actions, ou en société par actions simplifiée, ne peuvent être décidés qu'à l'unanimité des associés ;
- les parts sociales ne peuvent être cédées à quiconque ou nanties qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales ;
- la transformation en société anonyme, sous réserve que les capitaux propres figurant au dernier bilan excèdent 750 000 euros, est décidée par les associés représentant plus de la moitié des parts sociales ;
- l'augmentation de capital par incorporation de réserves ou de bénéfices est décidée par des associés représentant au moins la moitié des parts sociales.

#### **ARTICLE 20 - DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIES**

---

Lors de toute consultation des associés, chacun d'eux a le droit d'obtenir communication des documents et informations nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion de la société. La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la loi.

## **ARTICLE 21 - ANNEE SOCIALE**

L'année sociale commence le 1<sup>er</sup> octobre et finit le 30 septembre.

## **ARTICLE 22 - AFFECTATION DES RESULTATS ET REPARTITION DES BENEFICES**

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent (5 %) pour constituer le fonds de réserve légale.

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires. Ce bénéfice est à la disposition de l'assemblée qui, sur la proposition de la gérance, peut, en tout ou en partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux associés à titre de dividende proportionnellement aux parts. En outre, l'assemblée générale peut décider la distribution de réserves dont elle a la disposition ; sa décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

## **ARTICLE 23 - CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL**

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, l'assemblée statuant à la majorité requise pour la modification des statuts doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, décider, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum dans les sociétés à responsabilité limitée et, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si dans ce délai les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de la collectivité des associés doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'observation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Il en est de même si l'assemblée n'a pu délibérer valablement.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

## **ARTICLE 24 - PROROGATION**

---

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, la gérance doit provoquer une réunion de la collectivité des associés à l'effet de décider, dans les conditions requises pour les décisions collectives extraordinaires, si la Société doit être prorogée.

## **ARTICLE 25 - TRANSFORMATION DE LA SOCIETE**

---

La transformation de la Société en une société d'une autre forme peut être décidée par les associés statuant aux conditions de majorité prévues pour la modification des statuts. Toutefois, la transformation de la Société en société en nom collectif, en commandite simple, en commandite par actions, en société par actions simplifiée ou en société civile exige l'accord unanime des associés.

La transformation en société anonyme est décidée à la majorité requise pour la modification des statuts. Toutefois, elle peut être décidée par des associés représentant la majorité des parts sociales si les capitaux propres figurant au dernier bilan excèdent 750 000 euros.

La décision de transformation en société anonyme ou en société par actions simplifiée est précédée du rapport d'un Commissaire aux Comptes inscrit sur la situation de la Société, et du rapport d'un ou plusieurs Commissaires à la transformation désignés, sauf accord unanime des associés, par décision de justice et chargés d'apprécier sous leur responsabilité la valeur des biens composant l'actif social et les avantages particuliers. Le ou les Commissaires à la transformation peuvent être chargés de l'établissement du rapport sur la situation de la Société. Dans ce cas, il n'est rédigé qu'un seul rapport. Le Commissaire aux Comptes de la Société peut être nommé Commissaire à la transformation.

Les associés statuent sur l'évaluation des biens composant l'actif social et l'octroi des avantages particuliers ; ils ne peuvent les réduire qu'à l'unanimité. A défaut d'approbation expresse des associés mentionnée au procès-verbal, la transformation est nulle.

## **ARTICLE 26 - DISSOLUTION - LIQUIDATION**

---

La Société est dissoute à l'arrivée du terme, sauf prorogation, en cas de réalisation ou d'extinction de son objet, par décision judiciaire pour justes motifs.

La dissolution anticipée peut être décidée à tout moment par décision collective extraordinaire des associés.

La Société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution pour quelque cause que ce soit.

La personnalité morale de la Société subsiste, pour les besoins de la liquidation, jusqu'à la clôture de celle-ci. La dissolution de la Société ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter de la date à laquelle elle est publiée au Registre du commerce et des sociétés. La mention "société en liquidation", ainsi que le nom du ou

des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la Société.

Les fonctions de la gérance prennent fin par la dissolution de la Société. La collectivité des associés conserve ses pouvoirs et règle le mode de liquidation ; elle nomme à la majorité des parts sociales un ou plusieurs liquidateurs, choisis parmi ou en dehors des associés, et détermine leurs pouvoirs. La liquidation est effectuée conformément à la loi.

Après remboursement du montant des parts sociales, le boni de liquidation est réparti entre les associés, au prorata du nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

En cas de réunion de toutes les parts en une seule main, la dissolution pouvant, le cas échéant, en résulter entraîne la transmission universelle du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation. Ces dispositions ne sont pas applicables si l'associé unique est une personne physique.

#### **ARTICLE 27 - CONTESTATIONS**

---

En cas de contestation entre la société et l'un de ses clients, celle-ci s'efforcera de faire accepter l'arbitrage soit du Président du conseil régional de l'Ordre des experts comptables, soit du Président de la compagnie régionale des commissaires aux comptes, suivant l'objet du litige.

En cas de contestation entre les associés, les gérants, les liquidateurs et la société ou entre les associés eux-mêmes au sujet des affaires sociales ou relativement à la validité, à l'interprétation ou à l'exécution des clauses statutaires, les intéressés s'efforceront, avant tout recours contentieux devant les juridictions étatiques ou arbitrales, de faire accepter la conciliation ou la médiation, selon leur choix, du Président du Conseil régional ou supérieur de l'ordre des experts-comptables ou du Président de la compagnie régionale des commissaires aux comptes.

---

**Statuts modifiés par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 17 décembre 2013**

